

INTERNATIONAL

DIPLOMATIE-CHINE-TANZANIE-AFRIQUE

URGENT ¥ Le président Xi célèbre "l'amitié sincère" entre l'Afrique et la Chine

25/03/2013 09:20:05 GMT+01:00

#596897 DVBP 627 QZJ35 (3) AFP (71) [Propriétés]

DAR ES SALAM, 25 mars 2013 (AFP) - Le président chinois Xi Jinping a célébré lundi "l'amitié sincère" entre son pays et l'Afrique, dans un discours à Dar es Salam marquant le début de sa première visite sur le continent en tant que chef de l'Etat.

M. Xi a assuré que les relations entre son pays et l'Afrique "allaient s'intensifier et non s'affaiblir" sous sa présidence, dans ce discours prononcé dans la capitale économique de la Tanzanie.

str-bb/ayv/jlb

MALI-FRANCE-CONFLIT-QAÏDA-OTAGES

Fabius: toujours "pas de confirmation" de la mort de l'otage Philippe Verdon

25/03/2013 09:21:39 GMT+01:00

#596908 DVBP 633 QZJ46 (4) AFP (363) [Propriétés]

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - La France n'a toujours "pas de confirmation" de la mort de l'otage Philippe Verdon annoncée le 19 mars par ses ravisseurs d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), a dit lundi le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, sans cacher l'"inquiétude" de Paris.

"Nous avons beaucoup d'inquiétude bien sûr pour M. Verdon mais nous n'avons pas de confirmation" de son décès, a déclaré le ministre sur Europe 1.

Selon une source proche du dossier, les autorités françaises n'ont "pas de preuve de mort" pour Philippe Verdon mais "le considèrent comme décédé".

Dans le passé, plusieurs otages en mauvaise santé ont été considérés comme morts par Paris sans que leur corps ne soit jamais récupéré ni les conditions de leur décès élucidées. Il en a été ainsi pour Marie Dedieu, enlevée en octobre 2011 au Kenya et détenue en Somalie, et pour Michel Germaneau, enlevé au Sahel et dont l'exécution avait été annoncée le 25 juillet 2010.

Interrogé sur le sort des cinq autres otages encore détenus par Aqmi, Laurent Fabius s'est refusé à toute précision: "Toute indication qu'on donne peut être utilisée par les terroristes. Je reste très déterminé mais très discret", a-t-il simplement dit.

Aqmi a menacé à nouveau dimanche de tuer les otages français qu'il retient, et appelé leurs familles à "faire pression" sur le gouvernement français pour qu'il cesse son intervention armée au Mali contre les groupes jihadistes.

Dans un message publié par l'Agence Nouakchott Information (ANI), un site mauritanien, et adressé aux familles et au "peuple français", Aqmi affirme que les otages qu'il retient sont "bien vivants, hormis l'espion Philippe Verdon", dont un porte-parole d'Aqmi a annoncé le 19 mars sur le même média l'assassinat, en représailles à l'intervention française au Mali.

Evoquant cette guerre lancée le 11 janvier, M. Fabius a souligné que Paris n'allait pas arrêter la lutte contre les groupes terroristes. "C'est vrai qu'il reste des groupes terroristes dans la région et nous n'avons pas l'intention - la France pas plus que les autres - d'abandonner la lutte contre les groupes terroristes", a-t-il dit à propos de la nomination comme l'un des principaux chefs d'Aqmi de Djamel Okacha pour succéder à Abdelhamid Abou Zeïd, tué au Mali.

alc/prh/bfa

**SYRIE-
CONFLIT-
RÉBELLION-
ATTENTAT**

URGENT ¥ Le chef de la principale composante de la rébellion blessé en Syrie (ONG)

25/03/2013 08:51:02 GMT+01:00

#596793 DVBP 540 QZH65 (3) AFP (89) [Propriétés]

BEYROUTH, 25 mars 2013 (AFP) - Le chef de l'Armée syrienne libre (ALS), la principale composante de la rébellion, le colonel Riad Assaad, a été blessé dans l'explosion d'un engin piégé dans l'est de la Syrie, a indiqué une ONG syrienne.

Dans une déclaration à l'AFP, le chef de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane, a précisé que l'explosion s'était produite dimanche soir au moment où le colonel Assaad circulait à bord de sa voiture à Mayadine dans la région de Deir Ezzor. Il a été blessé à la jambe, a-t-il dit.

rd/tp/sw

CENTRAFRIQUE-RÉBELLION-VIOLENCE-CONFLIT,PREV

Centrafrique: Bangui contrôlée par les rebelles, le président en fuite (PAPIER GENERAL,ACTUALISATION)

25/03/2013 04:10:55 GMT+01:00

#596093 DVBP 186 QZA69 (4) AFP (896) [Propriétés]

Par Christian PANIKA et Hippolyte MARBOUA

BANGUI, 25 mars 2013 (AFP) - Les rebelles centrafricains de la coalition Séléka ont pris Bangui dimanche matin, après une offensive éclair mettant en fuite le président François Bozizé, au pouvoir depuis dix ans et qui était introuvable dans la soirée.

La France - ex-puissance coloniale - "a pris acte du départ du président François Bozizé" de Centrafrique, a indiqué l'Elysée.

Paris "appelle toutes les parties au calme et au dialogue autour du gouvernement" d'union nationale, issu de l'accord conclu le 11 janvier dernier à Libreville entre le camp Bozizé, l'opposition et la rébellion.

De même, se disant "profondément inquiets par la détérioration de la sécurité", les Etats-Unis ont appelé "fortement" les rebelles à respecter l'accord de Libreville et à soutenir le gouvernement d'union nationale.

Ces messages ont été entendus par le chef du Séléka Michel Djotodia qui s'est autoproclamé président: "Nous resterons toujours dans l'esprit de Libreville", a-t-il promis, confiant qu'il gardera à son poste l'actuel Premier ministre du gouvernement d'union nationale Nicolas Tiangaye, figure de l'opposition à Bozizé, et qu'il organisera des élections "libres et transparentes d'ici trois ans".

M. Djotodia, en tant que chef des forces du Séléka qui l'ont renversé et qui contrôlent le pays, se pose comme son successeur. Agé d'une soixantaine d'années, Djotodia est un ancien fonctionnaire passé dans la rébellion dont il est l'un des principaux animateurs depuis 2005.

Washington a également appelé "de manière urgente" le Séléka à "rétablir la loi et l'ordre dans la ville", toujours plongée dans le noir, livrée au pillage et où la situation est anarchique.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a condamné la prise de pouvoir par les rebelles et s'est déclaré inquiet des violations de droits de l'homme, selon son porte-parole Martin Nesirky.

Le président tchadien Idriss Déby Itno, président de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), a lui aussi appelé le Seleka "au respect" de l'accord de Libreville, estimant qu'il "doit continuer à servir de base au règlement de la crise centrafricaine jusqu'à la tenue d'élections libres et transparentes".

"Les rebelles contrôlent la ville", a assuré une source au sein de la Force multinationale d'Afrique centrale (Fomac).

En milieu de matinée, un des chefs militaires des insurgés, le colonel Djouma Narkoyo, avait annoncé: "Nous avons pris le palais présidentiel. Bozizé n'y était pas".

Arrivé au pouvoir par les armes en 2003, le président Bozizé, 66 ans, - un ancien proche de l'empereur Jean-Bedel Bokassa - avait été élu président en 2005 et réélu en 2011 au terme d'un scrutin très critiqué par l'opposition.

La Centrafrique, dont le sous-sol regorge de richesses minières, est enclavée entre le Tchad, le Soudan, la République démocratique du Congo (RDC), le Congo et le Cameroun.

Il suffit de traverser le fleuve Oubangui pour rejoindre la ville de Zongo en RDC. Mais, à Kinshasa, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mendé, a assuré à l'AFP: "Le président Bozizé n'a pas demandé à venir en RDC, il n'y est pas arrivé, il n'est pas signalé".

Sa famille s'est réfugiée à Zongo, a-t-on appris à Kinshasa de source sécuritaire civile. Mais cette source n'a pas pu confirmer la présence de François Bozizé avec sa famille.

Dispositif militaire français renforcé

A Bangui, de nombreux pillages ont été rapportés à travers toute la ville. "Il y a beaucoup de pillages avec des gens armés. Ils cassent les portes, pillent et après la population vient, se sert aussi", a affirmé par téléphone un habitant dans le centre.

La situation a conduit le président Déby à appeler la Fomac, dont le Tchad fait partie, à aider à sécuriser la ville.

Paris a annoncé avoir "renforcé" son dispositif pour assurer la sécurité des Français. Quelque 300 soldats ont été envoyés en renfort à Bangui au cours du week-end, a indiqué l'état-major des armées françaises, portant à quelque 550 soldats les effectifs en Centrafrique où vivent environ 1.200 Français.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé un appel pour pouvoir déployer son personnel à Bangui, faisant état de nombreux blessés.

La rébellion avait lancé une première offensive le 10 décembre dans le nord du pays et enchaîné victoire sur victoire face aux forces gouvernementales désorganisées, avant de stopper sa progression sous la pression internationale à 75 km au nord de Bangui.

Des accords à Libreville avaient débouché sur la formation d'un gouvernement d'union nationale. Arguant du non respect de ces accords, les rebelles ont déclenché à nouveau les hostilités vendredi et déclaré vouloir mettre en place un gouvernement de transition s'ils prenaient Bangui.

Débandade

Les échanges de tirs ont été très intenses dimanche vers 08H00 (07H00 GMT) puis sporadiques, a constaté l'AFP dans le centre de Bangui.

"On a entendu des tirs partout dans le centre ville, et c'était la débandade. Tout le monde s'est mis à courir dans tous les sens", a relaté une femme partie à la messe à la cathédrale, proche du palais présidentiel. "On vient d'abattre quelqu'un. Je ne sais pas si c'était un militaire ou un civil, mais il essayait de fuir sur sa moto".

Dans le centre, les sociétés de téléphonie Orange et Télécel ont été saccagées, a constaté l'AFP. Les pillards ont presque tout emporté, repartant avec des ordinateurs, des bureaux et même des chaises.

Les bâtiments institutionnels n'ont pas non plus été épargnés. Les rebelles ont attaqué le bureau de l'Unicef, et certains ont commencé à circuler au volant de véhicules estampillés Nations unies.

bur-pgf/jr

CAMBODGE-ONU-PROCÈS

L'idéologue khmer rouge assez lucide pour suivre son procès (expert)

25/03/2013 07:24:03 GMT+01:00

#596619 DVBP 401 QZE88 (4) AFP (382)

PHNOM PENH, 25 mars 2013 (AFP) - L'idéologue du régime des Khmers rouges, jugé pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'Humanité, est assez lucide pour que son procès se poursuive, ont estimé lundi des experts lors d'une audience consacrée à sa santé.

John Campbell, un gériatre néo-zélandais, a assuré que "d'un point de vue physique", Nuon Chea, 86 ans, était "suffisamment bien pour continuer le procès". "L'une des questions que nous nous sommes posées, c'est de savoir si nous serions surpris si cette personne n'était plus en vie dans six mois. Je dois dire que (...) nous ne serions pas surpris", a-t-il pour autant convenu.

La décision du tribunal international de Phnom Penh doit être mise en délibéré dans un contexte explosif. Nuon Chea est en effet l'un des deux derniers accusés encore jugés, après le décès il y a quelques jours de Ieng Sary, ministre des Affaires étrangères du régime de Pol Pot.

Le déclarer inapte à suivre son procès affaiblirait plus encore une cour déjà lourdement critiquée pour sa lenteur et son inefficacité.

"Nuon Chea comprend clairement les conséquences des avancées du procès", a renchéri le Dr Seena Fazel, selon lequel les fonctions mentales et cognitives de l'accusé sont "actuellement bonnes".

"Il a expliqué que s'il était jugé coupable, une possibilité serait la perpétuité", a ajouté le psychiatre britannique, relevant que l'octogénaire était au fait des procédures, et conscient que la peine de mort n'était pas prévue par la cour.

La mort de Ieng Sary il y a dix jours a renforcé les craintes que les accusés ne reçoivent jamais justice.

Une perspective terrible pour les victimes du régime qui a tué un quart de la population du Cambodge en moins de quatre ans (1975-79), vidant les villes, supprimant la monnaie, la religion et l'éducation, et plongeant la société dans la terreur et la paranoïa.

Le seul procès achevé depuis l'entrée en fonction de juridiction en 2006 est celui de Kaing Guek Eav, alias Douch, patron de la prison de Phnom Penh. Il a été condamné à la perpétuité.

Nuon Chea n'est plus jugé qu'avec Khieu Samphan, chef de l'Etat du "Kampuchéa démocratique". Ieng Thirith, ex-ministre des Affaires sociales et veuve de Ieng Sary, a pour sa part été libérée. Elle a perdu la raison et a été déclarée inapte à être jugée.

suy/dla/jh

SOCIETE

SOCIÉTÉ-FAMILLE-POLICE-HOMOSEXUALITÉ-GOUVERNEMENT,LEAD

Six gardes à vue après la manifestation anti-mariage gay (Valls)

25/03/2013 08:50:27 GMT+01:00

#596792 DVBP 539 QZH66 (4) AFP (217) [Propriétés]

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a annoncé lundi sur RTL que six personnes avaient été placées en garde à vue dimanche soir à la suite de 98 interpellations effectuées en fin d'après-midi après les incidents en marge de la manifestation contre le mariage gay.

M. Valls a mis en cause des militants d'extrême droite qui ont lancé des boulons sur les forces de l'ordre, dont le comportement a été "maîtrisé et professionnel", a-t-il assuré. Le ministre de l'Intérieur a ajouté qu'une trentaine de policiers et de gendarmes mobiles ont été "légèrement blessés".

"Il y avait une volonté de certains d'en découdre", a assuré le ministre de l'Intérieur "car des groupes ont essayé de forcer les barrages" tenus par les CRS et les gendarmes mobiles pour interdire aux manifestants l'accès des Champs-Élysées.

"Nous aurions pu avoir des accidents beaucoup plus graves sans le sang-froid des forces de l'ordre", a affirmé M. Valls, ajoutant qu'il n'y avait pas eu de tirs de grenades lacrymogènes sur les manifestants. Les forces de l'ordre ont utilisé, comme l'ont constaté les journalistes, des diffuseurs de gaz lacrymogène à main.

Le ministre de l'Intérieur a enfin refusé de présenter des excuses comme l'ont demandé des représentants de la droite, "alors que le comportement des forces de l'ordre a été maîtrisé et professionnel".

pmg/ger/bfa

SÉCURITÉ-VIDÉOSURVEILLANCE-SONDAGE-SOCIÉTÉ

75% des Français favorables à la vidéosurveillance en ville

25/03/2013 07:43:15 GMT+01:00

#596635 DVBP 414 QZF26 (4) AFP (90) [Propriétés]

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - Trois Français sur quatre se disent favorables au développement de la vidéosurveillance dans les centres-villes, dans les transports et les lieux publics, selon un sondage BVA publié lundi par Le Figaro.

Cette enquête révèle par ailleurs que 72% des Français se déclarent opposés à ce que les agents de sécurité privée soient autorisés à porter une arme.

Ce sondage a été réalisé les 21 et 22 février par internet auprès d'un échantillon de 1.016 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).

pmg/bfa

PROCÈS-PAUVRETÉ-LOGEMENT-IMMOBILIER

Bâtiment occupé par le DAL et Jeudi noir : délibéré le 25 mars

25/03/2013 10:55:22 GMT+01:00

#597264 DVBP 893 QZO30 (4) AFP (266)

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - Les squatteurs qui occupent depuis fin décembre 2012 l'immeuble du 2, rue de Valenciennes à Paris (Xe, à l'initiative de Droit au Logement et Jeudi noir, sauront le 25 mars s'ils doivent être expulsés, comme le demande le propriétaire.

Mais le tribunal de grande instance de Paris pourrait se déclarer incompétent. C'est l'argument des avocats des squatteurs, qui plaidaient lundi devant la chambre des référés, estimant que l'affaire devait être traitée par le tribunal d'instance du Xe arrondissement, où se trouve l'immeuble occupé.

Les avocats du propriétaire ont expliqué qu'il s'agissait d'une occupation à la finalité politique et qu'elle relevait donc du TGI.

L'audience avait déjà été repoussée à deux reprises, notamment en raison de défaillances dans l'attribution des aides juridictionnelles aux squatteurs.

Le 7 janvier, le DAL et Jeudi noir avait officialisé l'occupation d'un bâtiment désaffecté du nord de Paris et exigé sa réquisition par le gouvernement, ainsi que le relogement d'une soixantaine de personnes, dont 14 familles, installées là depuis le 29 décembre 2012.

Cécile Duflot s'était rendue sur place et avait "pris l'engagement (...) d'étudier la réquisition de ce bâtiment". Le 8 janvier, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls avait assuré sur Canal+ que l'immeuble ne serait "pas évacué".

Les associations affirmaient que l'immeuble appartenait à une société hollandaise basée au Luxembourg et était inoccupé depuis deux ans. Son propriétaire, la "SNC 2 rue de Valenciennes", détenue par un groupe familial espagnol possédant une holding hollandaise, a lancé une procédure d'expulsion à l'encontre des squatteurs, affirmant que ses locaux de 1.700 m² étaient inoccupés depuis mars 2012 et devaient être vendus.

ac/caz/ct/pmg/bg

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - La laïcité suscite "un malaise grandissant" notamment en banlieue, qui doit être surmonté avec des réponses pragmatiques au niveau local sans modification législative, estime l'institut Montaigne dans une note publiée lundi.

"La notion de laïcité suscite un malaise grandissant (...). C'est dans les quartiers de la politique de la ville, où l'islam est fortement représenté, que le malaise semble le plus fort", écrivent les auteurs de cette note intitulée "Faire vivre la promesse laïque".

Pour autant, les initiatives visant à étendre le champ de la laïcité "ne semblent pas de nature à garantir la sérénité des débats", ajoute le cercle de réflexion, réputé libéral.

"Les questions qui se posent semblent pouvoir trouver une réponse dans le cadre législatif existant qui repose sur des principes forts", selon la note.

Celle-ci est publiée alors que les appels à légiférer sur la laïcité se multiplient depuis l'annulation, mardi par la Cour de cassation, du licenciement d'une employée voilée de la crèche Baby Loup. Le défenseur des droits Dominique Baudis a ainsi demandé vendredi au législateur de "clarifier" la loi.

Rédigée avant cette décision, la note part du constat que la notion de laïcité entraîne une "crispation identitaire de plus en plus forte" dans les quartiers, dressé dans l'enquête Banlieue de la République (du politologue Gilles Kepel, publié par l'institut Montaigne en 2011).

"La laïcité y est perçue comme une critique indirecte d'une mauvaise assimilation des populations issues de l'immigration", rappelle l'institut pour qui le raidissement a des causes sociales (échec scolaire, chômage, enclavement des quartiers...) et non religieuses.

"Il existe donc des réponses d'ordre social à apporter aux tensions autour de la laïcité", disent-ils, en préconisant "la promotion de solutions pratiques consensuelles" au niveau local.

L'institut Montaigne recommande notamment la création "d'organes municipaux de consultation", comme il en existe à Tourcoing (Nord), et d'un site internet recensant les bonnes pratiques à usage des élus et fonctionnaires.

A l'école, l'institut plaide pour l'établissement de menus différenciés dans les cantines et pour une souplesse face aux fêtes religieuses.

La laïcité ne porte pas uniquement sur la neutralité du pouvoir politique, elle garantit aussi la liberté de culte, rappelle le cercle de réflexion, qui préconise un audit des besoins en lieux de culte pour répondre aux besoins des musulmans et des évangéliques.

chp/ger/ct

RELIGION-SOCIÉTÉ-SONDAGE-MEDIA

Voile : une majorité de Français favorables à un renforcement de l'interdiction (sondage)

25/03/2013 04:53:17 GMT+01:00

#596209 DVBP 236 QZB68 (4) AFP (172)

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - Une large majorité de Français, plus de 80%, serait favorable à un renforcement de la loi interdisant le port de signes religieux ostensibles dans les lieux où l'on s'occupe d'enfants ou les entreprises privées, selon un sondage BVA pour I>Télé publié par Le Parisien/Aujourd'hui en France daté de lundi.

Après l'arrêt de la Cour de cassation du 20 mars annulant le licenciement d'une salariée de la crèche Baby Loup renvoyée en 2008 pour avoir refusé d'enlever son voile, les Français seraient favorables à un renforcement de la loi à certains endroits montre le sondage BVA.

86% seraient favorables à une loi interdisant le port visible de tout signe d'appartenance religieuse ou politique dans les lieux où l'on s'occupe d'enfants (écoles, crèches, de droit privé ou public), 12% y étant opposés.

Ils sont encore 83% à une loi étendant cette interdiction aux entreprises privées, 16% y étant opposés.

Sondage réalisé par internet auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 1164 personnes les 21 et 22 mars 2013, méthode des quotas.

sma/dpn

POLITIQUE INTERIEURE

Nouveau round entre Sarkozy et le juge Gentil, accusé de manque d'impartialité (PAPIER GENERAL,ACTUALISATION)

24/03/2013 22:02:37 GMT+01:00

#594550 DVBP 2573 QYT54 (4) AFP (747) [Propriétés]

BORDEAUX, 24 mars 2013 (AFP) - L'avocat de Nicolas Sarkozy a lancé une nouvelle attaque dimanche contre le juge qui l'a mis en examen, Jean-Michel Gentil, suggérant qu'il pourrait manquer d'"impartialité" pour avoir signé une tribune sur les insuffisances de la lutte contre la corruption sous son mandat, un point repris par des ténors à droite.

Trois jours après la mise en examen de l'ex-chef de l'Etat pour "abus de faiblesse" à l'encontre de Liliane Bettencourt, l'héritière de l'Oréal, l'avocat de M. Sarkozy n'a pas mâché ses mots dans un entretien publié dimanche par le JDD.

"On peut se poser au minimum la question de l'impartialité de ce magistrat", déclare Me Thierry Herzog, avant d'évoquer une "tribune politique qu'a signée le juge Gentil contre Nicolas Sarkozy". Dans ce texte cosigné par 81 autres magistrats, dont l'existence a été rappelée samedi par Le Figaro, le juge met en cause selon l'avocat "la politique de Nicolas Sarkozy et celle de son prédécesseur, les accusant de +vouloir protéger les corrompus+".

"Cinq jours après la signature de cette tribune, le même juge a opéré quatre perquisitions au domicile de Nicolas Sarkozy, dans son bureau, ainsi qu'au domicile de sa secrétaire", dit l'avocat. Le texte évoqué a été publié le 27 juin 2012 par Le Monde sous le titre "Agir contre la corruption, l'appel des juges contre la délinquance financière".

Les signataires, parmi lesquels d'autres juges réputés, des universitaires, des policiers, font le constat de l'échec de la lutte contre la délinquance financière, évoquant le "délitement" des dispositifs de répression contre la corruption, et le "désengagement de l'Etat", sans mentionner directement M. Sarkozy. Ils citent également la "tentative avortée de supprimer le juge d'instruction", réforme qu'avait souhaitée l'ex-président.

L'ex-porte-parole de M. Sarkozy pendant la campagne électorale, Nathalie Kosciusko-Morizet, s'est elle aussi saisie dimanche de cette tribune.

"Est-ce que ce juge-là qui, avec d'autres, signe une tribune qui attaque la politique de Nicolas Sarkozy, ce juge-là est le mieux placé pour rendre la justice de manière sereine? Je ne suis pas sûre," a-t-elle déclaré sur "Forum" Radio J.

L'ex-ministre UMP Nadine Morano a pour sa part estimé sur France 3 qu'avec M. Gentil, "nous sommes face à un juge, disons-le (...) engagé".

Le texte en cause n'a "rien à voir avec une attaque politique ciblée contre Nicolas Sarkozy", a au contraire estimé le Syndicat de la magistrature (SM) dans un communiqué "... sauf à considérer que tout juge d'instruction serait nécessairement partial à son égard parce qu'il s'est exprimé en faveur d'une politique volontariste en matière de lutte contre la corruption..."

Me Herzog, dans une autre interview à paraître lundi dans Nice-Matin, affirme que M. Sarkozy a été "choqué, peiné", par des poursuites "incohérentes" et "infondées".

Mais "Nicolas Sarkozy n'est pas quelqu'un qui se laisse abattre", assure l'avocat, en précisant que l'ancien président l'a félicité d'avoir "dit exactement ce qu'il fallait dire". "Pour l'instant, je sais qu'il ne souhaite pas s'exprimer", ajoute-t-il.

Dans le JDD, Me Herzog est aussi revenu sur l'incident ayant marqué la fin de l'audition de l'ex-chef de l'Etat par le juge Gentil et les deux autres magistrates saisies, Cécile Ramonatxo et Valérie Noël, évoqué samedi par Le Parisien et Le Monde.

Après neuf heures d'audition, le juge a signifié à Nicolas Sarkozy sa mise en examen pour abus de faiblesse pour des faits +commis en février 2007+", explique Me Herzog.

"Nicolas Sarkozy lui a répondu que c'était une +grande injustice+. Le juge Gentil lui a rétorqué

violemment que son propos était injurieux. Nicolas Sarkozy a répondu «non, c'est une injustice et j'ai la liberté de dire et de penser ce que je veux». Le juge a ajouté : «C'est une injure et maintenant, c'est terminé». Nicolas Sarkozy a dit «non, ce n'est pas terminé», signifiant ainsi que comme tout un chacun il userait des voies de recours", déclare l'avocat.

Le lendemain, le juge a fait l'objet d'un tir de barrage de proches de l'ancien chef de l'Etat, comme le député UMP Henri Guaino qui a estimé qu'il avait "deshonoré la justice".

Samedi, l'avocat du juge, Me Rémi Barousse, a annoncé le dépôt d'une plainte "dans quelques jours" contre M. Guaino.

Invité dimanche du "Grand rendez-vous" Europe 1/iTélé/Le Parisien, le président de l'UMP, Jean-François Copé, s'est déclaré "solidaire de la liberté d'expression d'Henri Guaino, et s'est aussi interrogé sur la tribune cosignée par le juge Gentil.

Sur France 2 le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a regretté ces attaques, y opposant le silence des responsables de gauche sur les ennuis judiciaires de Jérôme Cahuzac.

mck-od-pbl-chp/ct

PARTIS-ÉLECTIONS-FN-LÉGISLATIVES-PARTIELLES-60

Le Pen: le FN, "centre de gravité de la vie politique"

25/03/2013 08:48:40 GMT+01:00

#596785 DVBP 532 QZH48 (4) AFP (301) [Propriétés]

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - Marine Le Pen, présidente du FN, a assuré lundi que son parti était "le centre de gravité" de la vie politique française, en commentant la législative partielle de l'Oise qui a vu sa candidate atteindre 48,59%.

Comme Europe 1 lui demandait si ce résultat changeait sa stratégie pour les municipales de 2014, l'eurodéputée a répondu par la négative: "nous serons présents dans le plus grand nombre de communes possibles, nous aurons probablement des maires, nous aurons un très grand nombre de conseillers municipaux et c'est une marche incontestable vers notre arrivée au pouvoir".

Ce qui lui permettra, a-t-elle argumenté, "d'appliquer des idées différentes de celles de l'UMP et du PS. Quoique...J'entends maintenant, à l'UMP et au PS, des gens qui ont des positions très proches de celles du Front national que pourtant il y a quelques mois, ils vilipendaient".

Mme Le Pen, qui a contesté une nouvelle fois l'étiquette d'extrême droite attachée à son parti, a cité l'UMP Bruno "Le Maire quand il condamne l'Europe avec virulence" ou Laurent Wauquiez ou "M. Mélenchon", "M. Montebourg qui parle de protectionnisme alors qu'au parlement européen, le PS vote systématiquement contre toute mesure protectionniste".

"Il y a des évolutions et le Front national est le centre de gravité de la vie politique", selon Mme Le Pen.

"Le système UMPS se refuse à mettre en place la proportionnelle", a-t-elle déploré, interrogée sur la faible participation dans l'Oise. "Ils ont choisi un mode de scrutin qui protège leur mandat et empêche le peuple d'avoir des représentants", a-t-elle dit.

"Si les dernières législatives avaient été à la proportionnelle, le FN aurait eu entre 85 et 100 députés", a-t-elle assuré. "Est-ce que vous imaginez comme le visage du Front national serait différent, comme les débats seraient différentes?" a-t-elle demandé, en parlant de "rupture de contrat démocratique".

cgd/bg

PARTIS-PG-CONGRÈS-FG-PCF,PREV-CORRECTION

CORRIGÉ: Mélenchon radicalise son discours mais se défend de tout antisémitisme envers Moscovici (PAPIER GENERAL,ACTUALISATION)

25/03/2013 08:22:25 GMT+01:00

#596711 DVBP 481 QZG58 (4) AFP (774)

Par Katell PRIGENT

ATTENTION - CORRECTION: REVOICI notre dépêche telle qu'elle a été diffusée à 00H29 (avec déclarations corrigées de M. Mélenchon au troisième para et ajout des débats sur les réseaux sociaux)

BORDEAUX, 25 mars 2013 (AFP) - Jean-Luc Mélenchon s'est trouvé dimanche, à l'issue du 3ème congrès du Parti de gauche à Bordeaux, au coeur d'une polémique, non sur la radicalisation de son discours contre le gouvernement et l'Union européenne, mais à propos des accusations d'antisémitisme envers Pierre Moscovici, ce dont il s'est défendu énergiquement.

Samedi, un de ses proches, François Delapierre, avait lancé à la tribune que le ministre de l'Economie faisait partie des "17 salopards de l'eurogroupe" qui font pression sur Chypre.

Interrogé par la presse sur ces propos, Jean-Luc Mélenchon avait répondu samedi que le ministre de l'Economie avait "un comportement de quelqu'un qui ne pense plus en français, qui pense dans la langue de la finance internationale", selon la bande son de ses propos diffusée dimanche soir sur le site de l'hebdomadaire Politis.

Un débat a parcouru durant toute la journée de dimanche les réseaux sociaux sur la teneur précise des déclarations de M. Mélenchon, des internautes et des journalistes estimant que la version initialement diffusée par l'AFP - "un comportement de quelqu'un qui ne pense pas français, qui pense finance internationale" - prêtait plus le flanc à l'accusation d'antisémitisme.

Le 1er secrétaire du PS, Harlem Désir a demandé samedi au coprésident du Parti de gauche de "retirer" ses propos "inacceptables", et ce "vocabulaire des années 30". Dimanche, sur France 5, il lui a reproché "d'hystériser" le débat politique.

Pierre Moscovici lui-même, qui est d'origine juive, a déclaré dimanche que M. Mélenchon "est en train, par détestation de la social-démocratie, par détestation du parti socialiste, de franchir certaines bornes". "Il y a des choses auxquelles on ne touche pas", a dit le ministre lors de l'émission Dimanche+ sur Canal+.

"J'ignorais quelle était la religion de Pierre Moscovici et je n'ai pas l'intention d'en tenir compte dans l'avenir, pas davantage que dans le passé", a dit dimanche M. Mélenchon lors du meeting de clôture du congrès.

"Mais si un jour parce qu'il est juif", Pierre Moscovici était menacé, "il nous trouverait tous, comme un seul corps, pour le défendre", a-t-il ajouté sous les applaudissements de la salle.

"Harlem Désir instrumentalise l'antisémitisme et de façon insupportable", a-t-il déclaré quelques minutes plus tard aux journalistes.

"Un coup, une blessure", a admis au sujet de cette polémique Jean-Luc Mélenchon qui trouve les propos du premier secrétaire du PS "très offensants et humainement spécialement blessants de la part de quelqu'un qui a milité avec moi pendant des années".

"Diversion", assure Jean-Luc Mélenchon. "Les socialistes ont décidé de franchir à mon sujet des étapes inouïes de diabolisation", a-t-il déclaré devant les caméras.

Durant la journée de dimanche, les réactions se sont succédé, notamment celles de plusieurs ministres, Manuel Valls, Arnaud Montebourg ou Nicole Bricq condamnant les déclarations de M. Mélenchon. Pour la ministre de l'Environnement, Cécile Duflot (EELV) le co-président du PG "n'est pas antisémite" mais "il flirte avec le dérapage à chaque instant, notamment sur les questions de nationalisme".

Jean-François Copé et Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP) ont également fustigé les propos de Jean-Luc Mélenchon sans toutefois accuser explicitement le coprésident du parti de gauche d'antisémitisme.

Au Parti du gauche, on s'attendait davantage à être attaqué sur le terme de "salopards". Jean-Luc Mélenchon dénonce "cette attitude (de la France) au moment de Chypre qui n'est pas l'attitude qui correspond à la tradition et aux intérêts profonds de notre pays".

"Il (le gouvernement) ne pense qu'à cajoler la finance", a-t-il lancé sur scène.

"Si le président de la République ne se réveille pas, s'il ne comprend pas qu'il n'est pas dans un congrès permanent du PS à la tête de l'Etat (...) bientôt il verra que les autres n'en ont rien à faire de sa gentillesse et de ses blagues", a-t-il dit.

"La finance internationale a fait son cahier de brouillon en Grèce, elle en fait un deuxième à Chypre, c'est nous les suivants", a affirmé l'ex-candidat Front de gauche à la présidentielle pour qui "l'affaire de Chypre a été un franchissement".

"Nous ne sommes pas en train de dire que nous proposons de sortir de l'euro", a-t-il toutefois précisé. "En sortir, serait accepter +l'euro Merkel+", a dit M. Mélenchon qui souhaite "un euro des peuples".

"L'infecte propagande du parti solférinien va se mettre en route", a-t-il annoncé, en parlant du PS, dont le siège est rue de Solférino.

Un "parler cru et dru", qu'a revendiqué sur scène Jean-Luc Mélenchon, "fier d'être tribun". "Je ne leur reconnais aucune suprématie intellectuelle parce que ma manière de parler les dérange, parce que j'appelle un chat, un chat et mon camarade, un salopard, un salopard", a-t-il lancé sous les applaudissements d'une salle pleine.

"Dans la Bible, il est écrit que Dieu vomit les tièdes", a-t-il rappelé.

kap-vdr/sma/pr/bfa

CULTURE- DIVERTISSEMENT

POLOGNE-HISTOIRE-CINÉMA-PATRIMOINE-TECHNOLOGIE,PREV

Varsovie d'avant la Seconde guerre mondiale reconstruite en 3D (MAGAZINE)

25/03/2013 06:15:24 GMT+01:00

#596493 DVBP 319 QZD16 (4) AFP (670) [Propriétés]

Par Stanislaw WASZAK
=(VIDEO+PHOTO)=

VARSOVIE, 25 mars 2013 (AFP) - Varsovie, ville anéantie pendant la Seconde guerre mondiale, rebâtie par la suite et vivant un nouvel essor depuis la chute du communisme, a retrouvé son ancien charme de "Paris du Nord" grâce à une reconstruction cinématographique sophistiquée, tournée en trois dimensions.

A vol d'aigle perché dans les cieux ou de pigeon survolant la ville à quelques mètres de haut, du point de vue d'un passant ou d'un passager de tramway, le film "Varsovie 1935" invite le spectateur à parcourir les rues, les places et les parcs du centre de la ville, un monde complètement disparu, dont peu se souviennent encore.

"Ce travail est impressionnant. J'ai bien revu un bout de la rue où j'ai passé ma jeunesse", déclare à la sortie du cinéma Stefan Zoltowski, 84 ans, dont les parents étaient propriétaires d'un immeuble rue Zlota, en plein coeur de la capitale polonaise. La maison a été brûlée par les Allemands après l'Insurrection de Varsovie en 1944.

Tout autour, la ville a été détruite à près de 80%. Plus de 700.000 Varsoviens, sur 1,3 million en 1939, ont péri pendant la guerre.

Aujourd'hui, à l'endroit de la maison de M. Zoltowski s'élève un centre commercial jouxtant le "Palais de la culture", énorme bâtisse financée et construite par l'URSS dans le pur style stalinien au lendemain de la guerre. Ce bâtiment de 237 m de haut, l'immense place qui l'entoure et les gratte-ciels qui y ont poussé depuis vingt ans, ont bouleversé la structure ancienne du centre de Varsovie.

Le film, "c'est Varsovie dont on a la nostalgie", souligne Ryszard Maczewski, président de la fondation Warszawa1939.pl qui cherche à documenter l'architecture ancienne de la capitale.

"Personne ne l'a jamais fait. C'était un défi", indique à l'AFP le producteur du film Ernest Rogalski.

Il a fallu de longues fouilles sur internet, dans des albums de l'époque et dans les archives nationales pour trouver suffisamment de photos et de plans anciens de la ville.

Heureusement, les archives ont dévoilé leurs trésors, comme ces plans de la ville du début du XXe siècle réalisés sous l'oeil du britannique William Heerlein Lindley, "un véritable chef d'oeuvre de cartographie et de géodésie", souligne Pawel Wespinski, cartographe des Archives nationales.

Seules trois villes européennes à l'époque --Varsovie, Francfort et Hambourg-- disposaient d'une documentation cartographique aussi exacte et complète, dessinée à une échelle aussi précise de 1:200. On y voit même chaque arbre représenté dans les proportions exactes.

Les registres commerciaux ont fourni des informations sur les noms de boutiques et de sociétés occupant les immeubles de la ville, ce qui a permis de reconstituer des panneaux publicitaires.

L'ensemble de données numériques réunies pour les besoins de ce projet de maquette de la ville en 3D se chiffrent à 12 téraoctets.

"Pour obtenir notre image en trois dimensions, au moment des rendus il a fallu une capacité de calcul énorme. Nous avons profité de serveurs de l'Institut polonais des recherches nucléaires et de ceux d'un centre de données en Chine. En Europe, personne n'a voulu nous aider, de peur de surcharger les serveurs", indique le réalisateur Tomasz Gomol.

La visite de la ville est rapide, elle ne dure que vingt minutes et laisse sur sa faim le spectateur qui ne peut s'arrêter un instant pour admirer la richesse du détail.

"Cet inconvénient disparaîtra prochainement, quand le film sortira en version DVD et Blue-ray", assure le réalisateur, en promettant une suite de la balade numérique à travers Varsovie de l'entre-deux-guerres.

Rayée de la carte de l'Europe pendant 123 ans, "la Pologne retrouve l'indépendance en 1918. Varsovie, réduit longtemps au sort d'une ville provinciale de l'Empire russe, redevient alors la capitale d'un pays et connaît un essor fulgurant, dans tous les domaines de la vie", raconte M. Maczewski.

"Varsovie a alors la grande ambition de vite devenir une ville moderne", explique-t-il à l'AFP.

Elle se dote d'infrastructures, les voitures et les tramways apparaissent en grand nombre. La vie déborde dans ses rues.

Et "c'est cette vraie vie qui manque au film. Ce n'est, hélas, qu'une reconstitution...", regrette M. Zoltowski.

sw/mrm/jr

Rock: l'ex-star des Sex Pistols bientôt en concert en Chine

25/03/2013 07:16:44 GMT+01:00

#596601 DVBP 386 QZE67 (4) AFP (315) [Propriétés]

PEKIN, 25 mars 2013 (AFP) - L'ancien chanteur des Sex Pistols Johnny Rotten a demandé lundi à ses fans chinois d'être "pervers", quelques jours avant de se produire en concert en Chine, où très peu de groupes sulfureux sont admis normalement.

De son vrai nom John Lydon, l'ancien enfant terrible de la vague punk va chanter à Pékin et Shanghai avec son groupe Public Image Limited (PiL).

Celui qui a connu la gloire en rugissant "Anarchy in the UK" va donc monter sur scène dans un pays régi de façon autoritaire par un parti unique qui fait du maintien de la stabilité politique et sociale une priorité absolue.

D'une manière générale, les autorités communistes chinoises sont réfractaires à la culture rock occidentale et aux valeurs de rébellion contre l'autorité ou d'amour libre qu'elle véhicule.

Dans un message vidéo adressé aux "fans de PiL en Chine", publié sur le site web du groupe, John Lydon promet qu'il ira à la rencontre de son public, notamment grâce à des "conversations" avec les spectateurs. "Soyez pervers si cela vous dit!", lance-t-il à la fin du message.

Les concerts des grandes stars mondiales de la musique pop/rock sont rares en Chine continentale, où il faut obtenir une laborieuse autorisation du ministère de la Culture. De plus la censure frappe toujours un certain nombre de groupes de rock étrangers considérés comme trop sulfureux par Pékin.

Se produisant à Pékin en novembre dernier, le chanteur et compositeur Elton John avait dédié son concert à Ai Weiwei, un artiste ouvertement critique du régime communiste. Un journal avait ensuite qualifié le Britannique de "provocateur".

Pékin avait déjà été échaudé par la chanteuse islandaise Björk qui, lors d'un concert à Shanghai en 2008, avait scandé "Tibet, Tibet" à la fin de son titre intitulé "Declare Independence" (Déclarer l'indépendance).

Les Sex Pistols se sont dissous en 1978 et reformés à plusieurs reprises depuis pour des événements ponctuels et des tournées.

nc-seb/jh

ENVIRONNEMENT-AGRICULTURE

7e congrès: la FNSEA veut engager le redressement productif de l'agriculture
(PRESENTATION)

25/03/2013 09:47:18 GMT+01:00

#596995 DVBP 708 QZK73 (4) AFP (500) [Propriétés]

Par Sandra LAFFONT

=(PHOTO ARCHIVES)=

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - La FNSEA, premier syndicat d'agriculteurs, tient son 67e congrès de mardi à jeudi à Troyes avec pour ambition de jeter les bases de l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture, notamment dans les filières d'élevage et de culture de fruits et légumes.

La France est le premier producteur de blé, maïs, viande bovine, volaille, betterave et oléagineux. L'agriculture participe positivement à la balance commerciale et notamment le blé (7,3 milliards d'euros d'excédent) ou les vins et spiritueux (à hauteur de 8,6 milliards).

"Il n'y a pas qu'Airbus" qui vend du made in France à l'étranger veut faire entendre Xavier Beulin, président de la FNSEA.

Pour évoquer ce sujet, le syndicat a notamment invité à Troyes Louis Gallois, ancien patron d'EADS --et donc d'Airbus--, auteur du rapport sur la compétitivité, devenu Commissaire général à l'investissement.

Car si les grandes cultures végétales ou le vin ont les reins solides, l'élevage ou les productions fruitières et maraîchères souffrent d'un déficit de compétitivité qui les met en danger.

Les producteurs de fruits et légumes, gros employeurs de main d'oeuvre, se plaignent du coût du travail en France, par rapport à l'Allemagne par exemple, et des prix de l'énergie, explique Angélique Delahaye, ex-présidente de Légumes de France, branche spécialisée de la FNSEA.

L'élevage, quant à lui, a besoin d'un "soutien différencié" de Bruxelles et d'une "contractualisation avec les industriels pour qu'ils prennent en compte les hausses de coûts de production" et notamment la hausse des prix des céréales qui renchérit l'alimentation animale, détaille Pierre Chevalier, président de la Fédération nationale bovine, autre association spécialisée de la FNSEA.

Tension avec le ministre

Face à cette urgence, Xavier Beulin a déclaré la semaine dernière l'élevage comme "grande cause nationale" et promis des actions régionales et nationales en avril.

"Nous avons besoin que la FNSEA porte haut et fort ces revendications", explique Pierre Chevalier.

"La Politique agricole commune (PAC) ne peut pas être le faux nez face aux enjeux du

retour de la compétitivité des entreprises", tempère néanmoins Xavier Beulin. Comprendre: l'élevage doit devenir plus compétitif et ne pas vivre sous perfusion de Bruxelles.

Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, plaide pour un rééquilibrage des aides de la future PAC (2015-2021) actuellement discutée à Bruxelles. Il a notamment fait admettre sa proposition de subventionner davantage les premiers hectares, les exploitations animales étant plus petites que les productions végétales.

Le tension entre le ministre et la puissante FNSEA semble d'ailleurs poindre ces dernières semaines. "Il y a des sujets avec lesquels on a besoin de s'expliquer: sur le rythme de convergence des aides de la PAC, sur la prime aux 50 premiers hectares, l'agro-écologie", concède M. Beulin.

Stéphane Le Foll ne cesse de vanter les mérites de l'agro-écologie, qui vise selon lui à concilier performances écologiques et économiques dans les champs. La FNSEA, qui se plaint régulièrement de l'empilement de normes environnementales qui étranglent selon elle les agriculteurs, veut savoir "ce qu'on met derrière ce mot".

Le ministre de l'Agriculture est attendu jeudi à Troyes.

san/cb/bg

ENVIRONNEMENT-CLIMAT-INDUSTRIE-MÉTAUX-MINES

Nickel: la Nouvelle-Calédonie bientôt championne des émissions de CO2 (ONG)

25/03/2013 10:52:20 GMT+01:00

#597245 DVBP 883 QZO15 (4) AFP (338) [Propriétés]

NOUMÉA (France), 25 mars 2013 (AFP) - La Nouvelle-Calédonie émettra bientôt autant de carbone dans l'atmosphère, rapporté au nombre d'habitants, que le Qatar ou le Koweït, en raison du fort développement de l'industrie du nickel, exploité notamment par le groupe français Eramet, ont averti lundi des organisations écologiques.

Dans une lettre adressée au président du gouvernement calédonien, le Fonds mondial pour la nature (WWF) et Conservation international (CI) indiquent que "la note d'émission estimée à 13,7 tonnes par habitant et par an" va grimper "dans les prochaines années à 36,8 tonnes".

"Ce qui montera la contribution de la Nouvelle-Calédonie (250.000 habitants) à 2,5% du bilan carbone national et la positionnera dans le peloton de tête mondial des populations les plus contributrices en CO2/an/habitant, entre le Qatar, le Koweït et les Emirats Arabes Unis", poursuivent les ONG.

Cette percée s'explique par l'entrée en production cette année de deux gigantesques usines métallurgiques de nickel construites par des majors minières et qui sont alimentées par des centrales électriques au charbon.

A l'entrée de Nouméa, la Société Le Nickel (SLN) du groupe français Eramet possède en outre une centrale électrique au fioul en fin de vie, qui est très polluante.

A l'horizon 2018, la SLN devrait être équipée d'une nouvelle unité, mais elle fonctionnera au charbon, de sorte que les émissions de CO2 ne diminueront pas.

Dans leur courrier, le WWF et CI exhortent les autorités locales "à décarboner l'économie calédonienne alors que des permis d'émissions s'imposeront inéluctablement dans le futur" et que la Nouvelle-Calédonie se situe dans la région Pacifique sud "directement affectée par le réchauffement climatique".

Les Etats insulaires d'Océanie sont confrontés à la montée du niveau de la mer, à l'aggravation des phénomènes climatiques, à la salinisation de leurs nappes phréatiques ainsi qu'à des problèmes sanitaires, induits par le réchauffement global.

ERAMET (ISIN = FR0000131757)

cw/mad/ggy

ENVIRONNEMENT-NATURE-BIODIVERSITÉ-PARIS

Paris va tester des moutons en guise de tondeuses

24/03/2013 11:17:06 GMT+01:00

#590512 DVBP 783 QXO60 (4) AFP (221) [Propriétés]

PARIS, 24 mars 2013 (AFP) - Confier l'entretien des espaces verts de Paris à des moutons d'Ouessant? La capitale va expérimenter l'éco-pâturage à partir d'avril, sur un seul site pour le moment, pour évaluer la faisabilité en milieu urbain dense de cette technique permettant de limiter l'usage d'engins et de désherbants.

L'expérimentation insolite débutera le 3 avril sur "un terrain de 2.000 m2 en friche" appartenant au service des Archives de Paris dans le XIXe arrondissement, indique la mairie de Paris.

L'éco-pâturage consiste à utiliser des animaux pour entretenir un espace vert, ce qui permet de limiter le recours aux engins mécaniques, sources de bruit et consommateur de carburant, et aux produits phytosanitaires.

L'objectif de la mairie de Paris est d'évaluer si ce type de gestion écologique des espaces verts est applicable dans un milieu urbain dense comme Paris intra muros.

Pour cette expérimentation, prévue en "plusieurs périodes" d'avril à octobre, ont été choisis des moutons d'Ouessant, une race à la fois résistante mais aussi de petite taille, permettant "une manipulation plus aisée", souligne la municipalité. Entre chaque période de pâturage, les animaux seront hébergés par la Ferme de Paris, équipement situé dans le Bois de Vincennes qui sera chargé de leur suivi sanitaire.

En cas de résultats probants, d'autres expérimentations pourraient suivre, par exemple dans les bois de Vincennes et de Boulogne, indique la mairie.

alu/dab/bg

Environnement

MÉTÉO-AFP-MATIN

LE TEMPS

25/03/2013 04:15:19 GMT+01:00

#596104 DVBP 192 QZA85 (4) AFP (302)

TOULOUSE, 25 mars 2013 (AFP) - Le temps sera pluvieux dans le nord-est et, surtout, dans le sud-ouest, alors que les températures resteront bien basses pour la saison, selon le bulletin de Météo France.

Sous les nuages encore bien compacts sur l'est du pays, des retours faiblement pluvieux se maintiendront de l'Alsace au nord des Alpes, avec un peu de neige sur le nord-est.

Les pluies soutenues de début de matinée sur l'extrême sud-est se décaleront vers l'Italie, mais la Corse gardera un temps d'averses, sous un ciel bien nuageux. En revanche, les autres régions méditerranéennes retrouveront des périodes ensoleillées plus franches, juste entrecoupées d'un risque d'ondées dans l'intérieur. La tramontane, le mistral et le vent de nord sur la Corse souffleront à 70/80 km/h en rafales, plus faiblement l'après-midi.

Les régions situées entre le Nord-Pas-de-Calais, la Haute-Normandie, la région parisienne, la Lorraine et la Bourgogne passeront une journée plus calme, avec quelques éclaircies mais dans une atmosphère pas très chaude.

Enfin, sur l'Ouest et surtout le Sud-ouest, il faut s'attendre à une journée rythmée par les passages d'averses, plus fréquentes et orageuses entre le sud de la Bretagne, l'Aquitaine et

Midi-Pyrénées. Quelques orages peuvent également se déclencher en après-midi sur le Massif central.

Après les averses, une perturbation pluvieuse, venue d'Espagne, débordera des Pyrénées vers le piémont en cours d'après-midi. Elle apportera des pluies continues et de la neige vers 1.300/1.500 m sur le relief pyrénéen.

Les températures minimales varieront entre 0 et -2 degrés du nord au nord-est, 1 à 5 degrés sur le reste de la moitié nord, 5 à 10 degrés au sud.

Les maximales se limiteront entre 3 et 7 degrés au nord de la Seine jusqu'au Nord-est, 6 à 10 au nord de la Loire, 10 à 15 degrés au sud, 15 à 18 près de la Méditerranée.

mét/dpn

SANTE

SANTÉ-ENVIRONNEMENT,PREV

Traces de médicaments et pesticides dans 10% des eaux en bouteille (60 millions de consommateurs) (PAPIER GENERAL)

25/03/2013 08:02:35 GMT+01:00

#596667 DVBP 445 QZF90 (4) AFP (603) [Propriétés]

Par Claire SNEGAROFF

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - Des traces de pesticides et de médicaments, dont un pour traiter le cancer du sein, ont été décelés dans environ 10% des eaux en bouteille, sans toutefois remettre en cause leur potabilité, révèle lundi une étude de 60 millions de consommateurs et de la Fondation France Libertés.

"A court terme, il n'y a absolument aucun problème de qualité. Ces eaux sont parfaitement buvables", insiste le rédacteur en chef de 60 millions de consommateurs, Thomas Laurenceau, interrogé par l'AFP. "On est dans l'ordre de l'ultra-trace, du millième de micron, c'est vraiment minuscule", a-t-il précisé.

L'enquête "ne met absolument pas en cause l'honnêteté des embouteilleurs", mais interroge la contamination de l'environnement par les pratiques humaines, ajoute-t-il. "Il y a inquiétude sur la qualité de la ressource globale", résume M. Laurenceau, qui appelle, avec France Libertés, à "la remise à plat des normes de qualité" prenant en compte les nouveaux polluants.

L'analyse a porté sur 47 bouteilles d'eau, trois bonbonnes d'eau, et une dizaine d'échantillons d'eau du robinet prélevés dans trois départements.

Sur les bouteilles d'eau étudiées -- portant sur l'ensemble du marché --, 37 ne présentaient aucune trace des 85 molécules recherchées. Dix en revanche contenaient des résidus de médicaments et pesticides.

"La grande surprise", écrit 60 millions de consommateurs, est la présence de tamoxifène, hormone de synthèse utilisée dans le traitement du cancer du sein, dans la Mont Roucous, Saint Yorre, Salvétat, Saint Armand (Du Clos de l'abbaye) et Carrefour Discount (Céline Cristaline).

La teneur est "infime" mais c'est "suffisant pour qu'on s'interroge sur la pureté originelle imposée par la réglementation des eaux minérales", souligne le magazine, qui précise avoir procédé deux fois à l'analyse des échantillons après contestation de la part des embouteilleurs des premiers résultats et de la méthodologie employée accusée de produire de "faux positifs".

"La seconde analyse a confirmé cette présence, sans que nous soyons en mesure d'en expliquer l'origine", écrit 60 millions de consommateurs. "L'affaire est suffisamment sérieuse pour qu'on lance des analyses à plus grande échelle", estime M. Laurenceau.

Potentiels effets cocktail

Du Buflomédil et du Naftidrofuryl, des vasodilatateurs, ont été également détectés dans l'Hepar, pour le premier, et dans la Saint Armand pour le second.

Par ailleurs, des traces d'Atrazine et d'Hydroxyatrazine, des désherbants pourtant interdits en 2001 mais très persistants, ont été trouvées dans la Vittel (Grande source), la Volvic (Clairvic), la Cora (Saint-Pierre), et la Cristaline (Louise).

"Ce qu'on en retire, ce n'est pas de dire que telle marque est plus risquée qu'une autre. Il n'y a pas les bons et les mauvais. Sur l'ensemble des marques, il y a un problème", poursuit M. Laurenceau. "Les embouteilleurs sont extrêmement prudents mais ça interpelle de voir qu'il peut y avoir (des micropolluants), même si c'est infinitésimal, qui ne devraient pas être là".

Et l'eau du robinet ? Sur 10 prélèvements, huit contiennent une à quatre molécules sur les 85 recherchées, principalement des pesticides mais aussi des résidus de médicaments dont, à nouveau, du tamoxifène décelé notamment en milieu urbain (Rennes et Limoges).

Enfin, sur les trois bonbonnes, des traces de Diéthylphtalate ont été trouvés dans l'Obio, et de Bisphénol A, d'Atrazine et de retardateur de flamme dans la Culligan Val-de-Marne.

"Si tous les micropolluants sont ici présents en très faibles teneurs, leur variété interroge sur les potentiels effets cocktail", souligne 60 millions de consommateurs.

Le magazine et France Libertés, qui ont lancé en 2011 l'Opération transparence sur l'eau, ont publié en mars une carte de la qualité de l'eau potable en France, montrant que les seuils limites en polluants étaient dépassés dans près de 420 communes grâce à des dérogations, sans risque sanitaire immédiat.

cls/dab/bfa

ECONOMIE

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - Le nombre d'inscrits en février à Pôle emploi, dévoilé mardi, pourrait dépasser le record absolu de 1997 (3,195 millions). Mais, pour les experts, qui tablent sur une poursuite de la dégradation, ce chiffre reflète aujourd'hui une crise bien plus aigüe et durable du marché de l'emploi.

Fin janvier, 3,169 millions de chômeurs sans activité étaient recensés en métropole, très près du pic historique de janvier 1997.

Un chiffre alors relativisé au ministère du Travail : "Il y a quand même une limite à l'exercice de comparaison des valeurs absolues, car, entre-temps, la population active s'est accrue d'à peu près 3 millions de personnes". "En valeur relative, on n'est pas au record, et on espère ne pas y parvenir", assurait-on en réitérant l'objectif présidentiel d'une inversion de la courbe fin 2013.

"Le nombre absolu a surtout une valeur symbolique", juge aussi Christine Erhel, du Centre d'études pour l'emploi (CEE), qui préconise de "regarder plutôt le taux de chômage", l'indicateur qui rapporte le nombre de chômeurs à la population active.

Selon l'Insee, il atteignait 10,2% fin 2012 en métropole. Soit 0,6 point de moins que le record historique (10,8%) observé à deux reprises en 1994 et 1997.

Mais les perspectives sont bien plus moroses qu'elle ne l'étaient à l'époque: l'Insee table ainsi sur 10,6% en juin 2013 en métropole, et l'OCDE sur une stabilisation fin 2013 autour de 10,9%.

"La problématique n'est pas du tout la même qu'il y a 16 ans: ce chiffre reflétait alors une récession passée, celle de 1992-93. Aujourd'hui, on n'imagine pas que la conjoncture puisse se retourner rapidement, donc on ne va pas s'arrêter à ce niveau là de chômage", estime Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Natixis, alors que l'Insee prédit une croissance "quasi nulle" jusque fin juin 2013.

"A l'époque, quand on a relâché la pression, après que la politique du franc fort menée pour intégrer la zone euro a engendré une perte de compétitivité, l'activité est rapidement repartie: en 1999-2000, on avait de nouveau 3% de croissance", abonde son confrère Eric Heyer, de l'OFCE.

"Problématique franco-française"

Eric Heyer pointe aussi qu'en 1997, renverser la courbe du chômage était, dans l'absolu, une tâche plus ardue.

"Chaque année, le solde entre les jeunes arrivant sur le marché du travail et les seniors le quittant tournait autour de 250.000 personnes, contre 100 à 150.000 actuellement. Pour stabiliser le chômage, il fallait donc créer beaucoup plus d'emplois. Ce devrait donc être plus simple aujourd'hui, mais on n'y parvient pas: cela montre que la situation est bien plus dégradée. Et encore, la démographie nous a évité plusieurs centaines de milliers de chômeurs supplémentaires!", souligne M. Heyer.

En 1997, la France s'apprêtait aussi à se doter d'outils de lutte contre le chômage de grande ampleur. Si le bilan des emplois jeunes (1997) et des lois Aubry sur les 35 heures (1998 et 2000) restent aujourd'hui controversés, il y a consensus sur le fait que plusieurs centaines de milliers d'emplois avaient alors été créés.

Que peut-on espérer des emplois d'avenir, du contrat de génération, de la réforme du marché du travail et du crédit d'impôt compétitivité (CICE)? "Rien de bon, si on considère que la politique budgétaire d'austérité a un impact sur l'activité", répond Eric Heyer. "Si au contraire on pense qu'elle n'a aucune

incidence, alors toutes les réformes que l'on prend vont dans le bon sens et ça ira mieux demain: c'est la pensée qui dominait jusqu'à il y a encore quelques mois", estime-t-il, en adhérant à la première thèse.

Pour Philippe Waechter, ces outils "sont des outils d'accompagnement qui vont dans le bon sens", mais "la problématique de l'activité, très franco-française" demeure. "Il y a beaucoup à faire pour inciter les entreprises à investir", juge-t-il.

L'Insee évalue le nombre d'emplois imputables au crédit d'impôt à 15.000 au premier semestre 2013, et prévoit que l'emploi non marchand serait "à nouveau en hausse grâce aux emplois aidés". Malgré cela, 74.000 postes devaient encore disparaître d'ici juin dans les secteurs marchands.

sab/bfr/bg

FRANCE-ALIMENTATION-INSOLITE-MARKETING

La fin des blagues de Carambar: une blague du fabricant pour faire du buzz

25/03/2013 09:51:33 GMT+01:00

#597007 DVBP 716 QZK92 (4) AFP (247) [Propriétés]

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - Carambar va continuer à publier des blagues sur le papier de ses caramels, annonce la marque française sur son site internet, en révélant que la fin de cette tradition annoncée la semaine dernière était en fait une farce sciemment orchestrée pour faire parler d'elle.

Jeudi, alors que l'arrêt des blagues commençait à faire le buzz sur internet, la marque avait confirmé son intention d'y mettre un terme au profit de petits quizz et de problèmes mathématiques ludo-éducatifs.

"On veut donner un coup de fouet à la marque et on était beaucoup critiqué sur la qualité de nos blagues", a expliqué à l'AFP une porte-parole de ces confiseries, créées en France en 1954 et qui ont commencé à faire des blagues en 1969.

Lundi dans un film diffusé sur le site, Carambar explique comment la marque a monté "la plus grande blague de l'année", à grand renfort de publicité, d'informations savamment distillées sur le net, de "kit presse" distribués aux journalistes.

Des pétitions contre la fin des blagues Carambar avaient été lancées sur internet, notamment par la ville de Marq-en-Baroeul (Nord) berceau historique des Carambar.

La marque assure lundi matin avoir reçu ainsi "des milliers de preuve d'amour" de consommateurs militant pour leur maintien.

Il se vend environ un milliard de Carambar chaque année, en France essentiellement. La marque, rachetée par Kraft Foods (devenu Mondelez International) en 2010, a dégagé un chiffre d'affaires annuel de 54 millions d'euros en 2012, en hausse de 3,5% sur un an.

cb-jfg/fga/alc/abk

INDONÉSIE-EUROPE-AÉRONAUTIQUE-TRANSPORT-AVIATION,PREV

Airbus face à Boeing: la bataille d'Indonésie (PAPIER D'ANGLE)

25/03/2013 10:33:04 GMT+01:00

#597138 DVBP 821 QZM97 (4) AFP (572) [Propriétés]

Par Olivia RONDUNUWU

=(PHOTO+VIDEO)=

JAKARTA, 25 mars 2013 (AFP) - En décrochant le plus gros contrat de l'aéronautique en Indonésie, Airbus a percé ce qui constituait jusqu'alors une forteresse Boeing, déclenchant les hostilités dans l'immense archipel en plein boom, où jusqu'à 900 avions devront être achetés d'ici à dix ans.

Le quatrième pays le plus peuplé de la planète, avec 240 millions d'habitants, était jusqu'à présent la chasse gardée de Boeing. En novembre 2011, il avait triomphalement signé à Bali, en présence même du président américain Barack Obama, ce qui était alors le plus gros contrat de l'histoire de l'aéronautique: 230 Boeing 737 achetés pour 22,4 milliards de dollars (17 milliards d'euros) par la compagnie indonésienne Lion Air.

Mais il y a une semaine à Paris, sous les ors de l'Elysée, Airbus volait la vedette, en signant avec la même compagnie à bas prix un contrat encore plus faramineux: 234 A320 au prix catalogue de 18,4 milliards d'euros.

"C'est un contrat majeur pour Airbus car l'Indonésie est largement une forteresse Boeing", explique Ravi Madavaram, analyste pour Frost & Sullivan à Kuala Lumpur.

"Je pense que, à partir du moment où Airbus point son nez, de plus en plus de compagnies à bas prix vont vouloir un Airbus A320. Ce sera alors difficile pour Boeing de rattraper son retard", estime-t-il.

"Lion Air était une des dernières compagnies dans la région qui n'avait jamais commandé d'Airbus. Mais nous ne baissons jamais les bras", explique à l'AFP Jean-Francois Laval, vice-président senior pour l'Asie. "La commande de Lion Air va accroître de manière significative notre présence sur l'important marché indonésien".

Avec plus de 17.500 îles saupoudrées sur 5.120 km de distance, l'avion est le moyen de transport évident en Indonésie, et un luxe que de plus en plus d'habitants peuvent dorénavant s'offrir, à mesure qu'une croissance économique galopante (plus de 6% l'an en moyenne) vient grossir les rangs de la classe moyenne.

La première économie d'Asie du Sud-Est est déjà le cinquième marché aérien au monde, derrière les Etats-Unis, la Chine, le Brésil et le Japon, selon l'institut de recherches international "CAPA Centre for aviation".

Le nombre de passagers progresse de près de 20% l'an et devrait atteindre 180 millions d'ici 2021, contre 60 actuellement, selon CAPA. La marge de croissance est énorme: seuls 6% des Indonésiens ont déjà pris l'avion, rappelle Tengku Burhanuddin, secrétaire général de

l'Association nationale des transporteurs.

Ainsi, entre 800 et 900 avions devront être commandés dans les dix prochaines années, selon le gouvernement.

L'Indonésie est un marché "important", rappelle Jean-Francois Laval, d'Airbus. L'avionneur européen ne donne pas de prévisions de commandes pour le pays mais il souligne qu'il représente une pièce maîtresse en Asie-Pacifique. La région commandera 9.870 avions dans les vingt ans à venir, pour 1.200 milliards d'euros, soit 35% des livraisons mondiales et 40% du marché en valeur, selon Airbus.

"Trois milliards de personnes vivent en Asie et 300 millions en Amérique. Or l'Amérique a trois fois plus d'avions", soulignait récemment Tony Fernandes, le pdg de la malaisienne AirAsia, première compagnie à bas prix de la région, dans une interview à Bloomberg TV.

"La demande est énorme et la concurrence sera sévère", avertit Brendan Sobie, analyste chez CAPA.

Dans ce marché en ébullition, il y a de la place à la fois pour Airbus et pour Boeing, se rassure-t-on chez l'américain, qui prend en exemple Lion Air.

"Lion Air a beaucoup d'ambitions et il est impossible qu'un seul avionneur les satisfasse", estime le porte-parole de Boeing, Ken Morton.

olr/lv/abk

DETTE-ÉCONOMIE-FINANCE-UE-FMI,PREV

Chypre sacrifie ses deux principales banques pour éviter la faillite (PAPIER GENERAL,ACTUALISATION)

25/03/2013 08:53:37 GMT+01:00

#596806 DVBP 553 QZH80 (4) AFP (924) [Propriétés]

Par Aurélie MAYEMBO

=(INFOGRAPHIE+PHOTO+VIDEO)=

ATTENTION - Ajoute clôture Bourse de Tokyo et remontée de l'euro ///

BRUXELLES, 25 mars 2013 (AFP) - Chypre a trouvé dans la nuit de dimanche à lundi un accord avec ses bailleurs de fonds internationaux pour éviter la faillite et la sortie de la zone euro, au prix de lourdes pertes pour les créanciers de la première banque du pays et la fermeture pure et simple de la deuxième.

Une semaine après une première tentative ratée, qui prévoyait l'instauration d'une taxe sur tous les dépôts bancaires, l'Eurogroupe et le FMI ont rectifié le tir en revenant aux règles européennes et en excluant toute taxe sur les dépôts de moins de 100.000 euros.

L'accord "met fin aux incertitudes concernant Chypre et la zone euro", a assuré lors d'une conférence de presse le chef de file des ministres des Finances des 17, Jeroen Dijsselbloem. Le pays était sous la menace directe d'une coupure des liquidités dès lundi par la Banque centrale européenne (BCE).

Le président chypriote Nicos Anastasiades, qui a négocié pied à pied pendant près de 12 heures à Bruxelles, s'est dit "satisfait" de l'issue des négociations.

Cet accord fournit "un plan complet et crédible pour traiter les défis économiques auxquels est confronté le pays", plan qui "se concentre sur les deux banques qui posent problème et la protection entière des dépôts dans toutes les banques", a déclaré la directrice générale du FMI Christine Lagarde dans un communiqué publié lundi.

Mme Lagarde fera une recommandation sur le versement de l'aide du FMI à Chypre "dans les semaines qui viennent".

Cette nouvelle a soutenu la Bourse de Tokyo qui a terminé la séance lundi sur un gain de 1,69%, après avoir perdu 2,35% vendredi en raison des inquiétudes liées au cas chypriote.

L'euro était également stimulé par l'annonce de l'accord, grimpant face au billet vert, à 1,3037 dollar vers 07H00 GMT contre 1,2986 dollar vendredi soir, ainsi que face à la monnaie japonaise, à 123,47 yens contre 122,72 yens vendredi.

Le tribut sera lourd pour l'économie chypriote. Ce sera "très difficile pour le pays", mais la Commission européenne "fera tout son possible pour alléger les conséquences sociales" de ce plan, a promis le commissaire aux Affaires économiques, Olli Rehn.

En échange d'une aide de 10 milliards d'euros, Nicosie va réduire drastiquement son secteur bancaire en fermant Laïki, la deuxième banque du pays. Les détenteurs d'actions, d'obligations et les dépôts au-dessus de 100.000 euros seront durement frappés, ce qui correspondra à 4,2 milliards d'euros.

En revanche, les petits dépôts seront intégralement préservés. Ils seront mis dans une "good bank", tandis que les autres iront dans une "bad bank". "Les dépôts non-sécurisés de plus de 100.000 euros seront gelés et participeront à la recapitalisation nécessaire" du secteur bancaire, a précisé le ministre allemand, Wolfgang Schäuble.

Bank of Cyprus, le premier établissement du pays qui compte beaucoup de déposants russes, ne disparaîtra pas. Les autorités chypriotes ont bataillé ferme pour éviter cette deuxième fermeture. Mais les déposants au-dessus de 100.000 euros vont eux aussi subir des pertes importantes, encore non chiffrées.

L'idée d'une taxe sur tous les dépôts bancaires, prévue dans le premier plan concocté en fin de semaine dernière, a été définitivement abandonnée. Elle avait suscité un tollé et été rejetée par le Parlement chypriote.

Les autorités chypriotes, qui ont fait voter vendredi une loi sur les résolutions bancaires, n'auront pas besoin de repasser devant le Parlement pour adopter le nouveau plan de sauvetage.

"Nous avons une meilleure solution" que la semaine passée, a reconnu M. Dijsselbloem.

Le plan de sauvetage doit encore être approuvé d'ici mi-avril par plusieurs parlements de pays de la zone euro, dont l'Allemagne. Le premier versement de l'aide devrait avoir lieu début mai.

L'accord est survenu au terme d'entretiens parfois très durs entre le président chypriote Nicos Anastasiades et les présidents du Conseil européen Herman Van Rompuy, de la Commission José Manuel Barroso, et de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, ainsi que MM. Dijsselbloem et Rehn, et Mme Lagarde.

M. Anastasiades a même mis sa démission dans la balance. "Vous voulez me forcer à démissionner?", a-t-il demandé aux responsables de la troïka (UE, BCE, FMI), selon l'agence de presse chypriote CNA, citant des sources au palais présidentiel. "Si c'est ce que vous voulez, dites-le moi", a-t-il ajouté.

"Je vous fais une proposition, et vous ne l'acceptez pas. Je vous en donne une autre et c'est la même chose. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse?" a-t-il lancé.

Un haut responsable du gouvernement chypriote, cité par l'agence CNA, a dénoncé l'attitude "rigide" du FMI, qui formulait "chaque demi-heure une nouvelle exigence".

A son arrivée à Bruxelles, le ministre allemand, Wolfgang Schäuble, avait rappelé sa position consistant à demander aux Chypriotes d'être "réalistes". Le français Pierre Moscovici avait insisté sur la nécessité de mettre fin à ce qu'il a qualifié d'"économie-casino". "Tout dans la situation de Chypre est atypique, cela appelait des réponses très spécifiques", a-t-il expliqué une fois l'accord trouvé.

Sur l'île, les banques sont fermées depuis près de dix jours pour éviter la fuite des capitaux, et pourraient ne pas rouvrir mardi comme prévu. La décision sera prise "dès que possible", a indiqué le ministre des Finances Michalis Sarris. En attendant, les clients des deux plus grandes banques doivent composer avec une nouvelle limitation des retraits aux distributeurs à 120 euros par jour à la Bank of Cyprus, et 100 euros à la Laiki, selon l'agence CNA.

La colère monte dans le pays, où des manifestations ont été organisées samedi et dimanche. Un engin explosif a légèrement endommagé une succursale de la Bank of Cyprus dimanche soir, près de Limassol (sud), selon des médias locaux.

bur-may/jlb/abl/mml/ggy/abk

SPORTS

25/03/2013 09:02:44 GMT+01:00

#596830 DVBP 573 QZI27 (4) AFP (103)

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - L'ailière de l'équipe de France de handball, Siraba Dembélé, évoluera la saison prochaine dans l'équipe macédonienne de Vardar Skopje, a-t-elle annoncé lundi.

Dembélé, qui joue actuellement dans la formation danoise des Randers, retrouvera en Macédoine la gardienne tricolore Amandine Leynaud.

"C'est génial de se dire qu'on va être toutes les deux là-bas. Ils sont en train de monter un gros projet. De très grandes joueuses ont déjà signé là-bas et l'ambition affichée est évidente", a commenté la vice-championne du monde de 26 ans, 154 sélections, sur le site de la Fédération française de handball.

jk/eb

TENNIS-ATP-WTA-CR,PREV

ATP/WTA - Miami: Pour Djokovic, c'était chaleur en journée et Heat en soirée (COMPTE RENDU)

25/03/2013 03:03:21 GMT+01:00

#595833 DVBP 134 QYZ68 (4) AFP (588)

Par Benoît PETIT

MIAMI, 25 mars 2013 (AFP) - Le N.1 mondial Novak Djokovic a géré la chaleur et le vent de Miami pour se qualifier sans peine pour les 8e de finale de ce tournoi Masters 1000 avant d'aller se détendre en soirée en assistant à la 26e victoire consécutive des Miami Heat en NBA.

Double tenant du titre, le Serbe a dominé l'Indien Somdev Devvarman 6-2, 6-4 pour sa 13e victoire consécutive sur l'île de Key Biscayne.

"A cause du vent, on ne pouvait pas servir à 100%, il fallait être très précis et faire deux fois plus d'efforts dans le placement, je suis content de m'en être bien sorti par une journée difficile", a expliqué le Serbe, qui avait laissé un seul jeu au Tchèque Lukas Rosol pour son entrée en lice au 2e tour.

Le Belgradois rencontrera mardi l'Allemand Tommy Haas (N.15) pour une place en quarts de finale d'un tournoi qu'il tente de gagner pour la quatrième fois.

Sa moitié de tableau s'est dégarnie après la sortie dès le 2e tour de l'Argentin Juan Martin Del Potro (N.5), qui avait mis fin en demi-finales du Masters 1000 d'Indian Wells à sa série de 22 victoires consécutives.

Du bord du parquet, Djokovic était ensuite aux premières loges pour assister à la raclée infligée par Miami à Charlotte (109-77), avec une grande prestation du +N.1 mondial+ du basket, LeBron James (32 points, 8 rebonds, 10 passes).

Le Serbe, décidément fan de NBA puisqu'il avait assisté à un match des Los Angeles Lakers avant d'aller à Indian Wells, a été invité à frapper dans une balle géante avec une raquette géante en direction des tribunes.

Dans le tableau ATP, l'Espagnol David Ferrer (N.3) a disposé de l'Italien Fabio Fognini (N.32) en deux sets.

Si le 5e mondial passe l'écueil du Japonais Kei Nishikori (N.13) en 8e de finale, il affrontera un joueur non tête de série en quart de finale, ce qui lui laisserait entrevoir une demi-finale potentielle face à Djokovic.

Le "pas supplémentaire" de Sharapova

Côté WTA, la N.2 mondiale Maria Sharapova, récemment titrée à Indian Wells, a disposé de sa compatriote russe Elena Vesnina (N.29) 6-4, 6-2 et joue lundi contre la Tchèque Klara Zakopalova (N.21) pour une place en quart de finale.

Elle a été menée 3 jeux à 1 mais a pris le large après avoir fait le break dans le septième jeu, à 3-3, qui a duré 20 points et dans lequel Vesnina a commis 4 doubles fautes. "J'ai senti que j'avais la main à partir de ce moment, c'était un jeu très important, a dit la native de Sibérie. Ce n'était pas possible de jouer son meilleur tennis avec cette chaleur et ce vent."

Sharapova n'a jamais gagné ce tournoi, auquel elle assistait dans sa jeunesse, passée à Bradenton (Floride). "J'ai joué quatre finales et je ne l'ai jamais gagné, j'adorerais faire ce pas supplémentaire", explique-t-elle.

La principale surprise de la journée est venue de l'élimination sévère d'Angelique Kerber, 6e mondiale.

L'Allemande, demi-finaliste à Indian Wells il y a peu, a été battue par la Roumaine Sorana Cirstea (N.28) 6-4, 6-0.

Avec l'absence de Samantha Stosur, le forfait de Victoria Azarenka et les éliminations de Caroline Wozniacki, Petra Kvitova et Angélique Kerber, le tableau WTA est privée de cinq des dix meilleures joueuses du monde.

Les 8e de finale ont lieu lundi avec les cinq autres (Serena Williams, Sharapova, Agnieszka Radwanska, Li Na et Sara Errani), mais également deux +jeunettes+ de 19 ans, l'Espagnole Garbine Muguruza (73e mondiale) et la Croate Ajla Tomljanovic, invitée par les organisateurs.

bpe/abl

HAND-DAM-FRA

Transfert - L'ailière des Bleues Siraba Dembélé signe en Macédoine

25/03/2013 09:02:44 GMT+01:00

#596830 DVBP 573 QZI27 (4) AFP (103)

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - L'ailière de l'équipe de France de handball, Siraba Dembélé, évoluera la saison prochaine dans l'équipe macédonienne de Vardar Skopje, a-t-elle annoncé lundi.

Dembélé, qui joue actuellement dans la formation danoise des Randers, retrouvera en Macédoine la gardienne tricolore Amandine Leynaud.

"C'est génial de se dire qu'on va être toutes les deux là-bas. Ils sont en train de monter un gros projet. De très grandes joueuses ont déjà signé là-bas et l'ambition affichée est évidente", a commenté la vice-championne du monde de 26 ans, 154 sélections, sur le site de la Fédération française de handball.

jk/eb

NBA - Les classements après les matches de dimanche

25/03/2013 07:45:34 GMT+01:00

#596638 DVBP 417 QZF38 (4) AFP (284)

WASHINGTON (Etats-Unis), 25 mars 2013 (AFP) - Classements par conférences du Championnat nord-américain de basket-ball (NBA) après les matches disputés dimanche:

Conférence est :

Classement: %V J G P

1. Miami 0,797 69 55 14
2. New York Knicks 0,618 68 42 26
3. Indiana 0,614 70 43 27
4. Brooklyn Nets 0,586 70 41 29
5. Atlanta 0,557 70 39 31
6. Chicago 0,551 69 38 31
7. Boston 0,522 69 36 33
8. Milwaukee 0,493 69 34 35
9. Philadelphie 0,391 69 27 42
10. Toronto 0,371 70 26 44
11. Washington 0,362 69 25 44
12. Detroit 0,338 71 24 47
13. Cleveland 0,319 69 22 47
14. Orlando 0,257 70 18 52
15. Charlotte 0,229 70 16 54

Conférence ouest :

Classement: %V J G P

1. San Antonio 0,757 70 53 17
2. Oklahoma 0,732 71 52 19
3. Denver 0,690 71 49 22
4. LA Clippers 0,686 70 48 22
5. Memphis 0,681 69 47 22
6. Golden State 0,563 71 40 31
7. Houston 0,557 70 39 31
8. LA Lakers 0,514 70 36 34
9. Utah 0,486 70 34 36
10. Dallas 0,486 70 34 36
11. Portland 0,471 70 33 37
12. Minnesota 0,353 68 24 44
13. Sacramento 0,352 71 25 46
14. Nouvelle-Orleans 0,343 70 24 46
15. Phoenix 0,324 71 23 48

./bds/eb

FAITS DIVERS

Lozère: la grange de l'étrange révèle son secret

22/03/2013 08:29:55 GMT+01:00

#571418 DVBP 590 QSF75 (4) AFP (458) [Propriétés]

MENDE, 22 mars 2013 (AFP) - Des ampoules qui éclatent, des meubles qui tombent et bien d'autres manifestations très étranges dans une maison à La Roche (Lozère) ont bousculé la raison des gendarmes, pompiers et villageois avant la découverte, cette semaine, d'une explication scientifique.

Selon le maire de ce petit hameau d'Albaret-Sainte-Marie, Michel Thérond, un expert a mis en évidence "une faille tellurique très profonde à l'origine d'un puissant champ électrique". Et chassé les esprits frappeurs et autres revenants qui commençaient à s'inviter au pays de la Bête du Gévaudan.

D'après un rapport de la gendarmerie, qui s'est penchée sur l'affaire pendant dix jours, les phénomènes ont débuté le 10 mars dans cette ancienne grange de pierre restaurée par la mairie: un chat est mort. Puis 21 ampoules du logement ont explosé quasi simultanément le 12 mars. Le lendemain, les meubles ont commencé à tomber et des oiseaux sont morts.

Selon la même source, un cyclone semblait avoir frappé les lieux. Tout semblait avoir été jeté au sol. Dans la cuisine, le réfrigérateur était tombé en faisant une vrille pour se retrouver les pieds à l'envers, porte en l'air. Tout comme la lourde bibliothèque renversée, mais dont les ouvrages garnissaient encore les étagères !

Pourtant, les habitants de la maison, un couple avec un garçon, n'avaient ressenti aucune secousse. Pas plus que leurs voisins de l'habitation mitoyenne.

"Aucune fissure apparente au niveau de la bâtisse. Pas de trace d'effraction", avaient noté les gendarmes, pour lesquels "aucune explication rationnelle ne pouvait être donnée".

L'après-midi du 13 mars, le phénomène s'était déchaîné. Les couteaux du vaisselier avaient étrangement quitté leurs rangements et jonchaient le sol. Les portes des placards s'étaient ouvertes de façon inopinée et dans certaines pièces, les meubles gisaient en tas incongrus. Alors que le village commençait à parler de "l'affaire de La Roche", la vérité est finalement venue de la science. La municipalité, en quête de rationalité, a fait venir un spécialiste des phénomènes électromagnétiques qui a mis en évidence l'existence d'une faille tellurique passant sous la maison et l'habitation mitoyenne. Bien que profondément enfouie, elle serait à l'origine d'un puissant champ électrique plutôt que magnétique.

L'explication relève donc bien du domaine des hommes ou plutôt... des ohms. Des tests effectués au niveau des interrupteurs ont révélé l'existence d'une résistance électrique 10 à 12 fois supérieure à la norme: "Là où on aurait dû être inférieur à 50 ohms, l'expert a mesuré plus de 600 ohms", relève M. Thérond.

"Quand on a constaté que tous les meubles ayant chuté étaient placés soit devant une prise, soit à proximité d'un interrupteur, il ne fallait pas être sorcier pour déduire un lien de causalité. Force électromotrice, c'est le nom du phénomène", résume le maire... Phénomène qui a toutefois pris ici une ampleur peu commune.

cor-rz/ppy/cho/jmg

TÉLÉVISION-MÉDIAS

Koh Lanta, émission culte de la télé-réalité (ENCADRE)

22/03/2013 19:45:42 GMT+01:00

#577264 DVBP 3762 QUK33 (4) AFP (436) [Propriétés]

PARIS, 22 mars 2013 (AFP) - Koh Lanta, l'émission de télé-réalité et d'aventures de TF1 mettant en scène des candidats naufragés volontaires dans des conditions de survie extrêmes, est devenue en 12 ans, l'un des succès du genre en France.

Diffusée en prime time une fois par semaine, elle est regardée par 7,4 millions de téléspectateurs en moyenne, selon Médiamétrie, dans un contexte de succès planétaire du divertissement qui représente 41% des programmes les plus performants, contre 38% pour la fiction.

Adaptation française de "Survivor", un jeu britannique lancé en Suède avant d'envahir une quarantaine de pays, Koh Lanta, île thaïlandaise qui signifie en français "l'île aux millions d'yeux", a été diffusée depuis 2001, en douze saisons régulières, au rythme d'une par an. Des éditions spéciales ont également été programmées où figuraient généralement des candidats vedettes des saisons précédentes.

L'émission, produite par Adventure Line Productions (ALP, "Fort Boyard") et présentée par Denis Brogniart depuis 2002 (par Hubert Auriol en 2001), met en scène 14 à 20 candidats qui doivent survivre sur une île inhabitée pendant 40 jours.

Tels Robinson Crusoe, ils ne disposent de presque aucun effet personnel et doivent trouver de la nourriture, construire des abris afin de se protéger des intempéries et du soleil, ou des insectes, et entretenir le feu s'ils arrivent à en faire. Les conditions de survie se sont durcies au fil des saisons.

Les candidats sont répartis en deux équipes (tribus) de 8 à 10: les rouges et les jaunes, portant généralement le nom de l'île où ils établissent leur campement. Le principe du jeu est de procéder à des épreuves de tout type, sportives notamment, éliminatoires.

Tous les trois jours, un candidat de l'équipe perdante est éliminé au cours d'un conseil réunissant tous les membres de la tribu. La finale, en deux épreuves et un vote éliminatoire, voit s'affronter quatre ou cinq candidats en lice, selon la saison. 100.000 euros sont gagnés par le vainqueur et 10.000 euros par le finaliste.

Plusieurs polémiques ont entâché l'émission. En 2011, des candidats avaient demandé la requalification de leur contrat en contrat de travail, TF1 Production et la société Adventure Line estimant de leur côté qu'il s'agissait d'un contrat de jeu.

En 2012, plusieurs autres candidats avaient été accusés d'avoir scellé un pacte entre eux avant le début de la saison pour se partager les gains en cas de victoire finale de l'un d'eux.

Avant le décès d'un jeune homme de 25 ans vendredi sur le tournage au Cambodge, aucun autre deuil n'avait émaillé l'émission en France, ni aucune autre de télé-réalité dans l'Hexagone.

Médecin et psychologue surveillent la santé mentale et physique des candidats.

Is/fa/df

